

Conférence de presse de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Mme Angela Merkel, Chancelière de la République fédérale d'Allemagne, sur la crise de la Zone euro, à Bruxelles le 23 octobre 2011.

MME ANGELA MERKEL -- C'est parce que la conférence de presse commence avant que tout l'oxygène de cette salle ait été consommé, qu'il y a des applaudissements.

Mesdames et Messieurs, nous avons terminé le Conseil européen, réunion des 27 chefs d'Etats ou de gouvernements. Nous avons travaillé sur la stratégie de croissance et je voudrais souligner que toutes les mesures de consolidation budgétaire, tout ce que nous faisons en matière de stabilisation de l'euro pour surmonter la crise de la dette est étroitement lié à la question de savoir comment l'Europe peut faire de la croissance économique pour faire des emplois. Voilà pourquoi le chômage des jeunes, l'encouragement de la recherche, l'innovation étaient des thèmes tout à fait importants sur lesquels nous avons travaillé.

Pendant le déjeuner, et toujours à 27, nous avons discuté de ce qui devrait être décidé d'ici mercredi. Nous allons maintenant avoir une réunion des 17 Etats membres de l'euro afin de préparer les décisions de mercredi. Aujourd'hui les 17 ne prendront pas de décision, mais entreprendront des préparatifs tout à fait importants.

Je me félicite qu'à la fin de la semaine nous ayons eu des progrès chez les ministres des Finances : la recapitalisation des banques. La situation a montré que les ministres des Finances se sont largement mis d'accord sur la base, notamment, des propositions de la surveillance bancaire européenne. Tout cela fera l'objet d'une décision globale. Voilà pourquoi il y aura encore une réunion des ministres ECOFIN mercredi, mais il y a un très large accord.

Ce qu'il faut maintenant, c'est préparer les décisions nécessaires qui resteront à prendre à savoir, d'une part un renforcement du FESF pour qu'il réponde à son exigence, puis de protéger les pays membres de l'euro et enfin de travailler sur un nouveau programme pour la Grèce. D'autre part, pendant le dîner nous allons y revenir de façon plus approfondie avec les pays de la zone euro et déterminer comment nous pouvons à l'avenir avoir une discipline budgétaire plus stricte. Nous avons dit que l'on ne pouvait exclure des modifications du traité et Hermann VAN ROMPUY fera un rapport là-dessus au Conseil des 27.

Dans les heures à venir, nous discuterons de la façon dont les différents pays membres de l'Europe poursuivent leurs réformes, parce que la confiance ne résultera pas simplement d'un pare-feu, la confiance ne résultera pas simplement d'un nouveau programme pour la Grèce, la confiance résultera du fait que chacun aura fait son travail. Ce que je voudrais dire, et c'est pour cela que nous sommes tous les deux devant vous, ensemble, c'est que nous avons eu beaucoup de travaux préparatoires techniques qui n'étaient pas achevés, qui ne sont toujours pas achevés. Voilà pourquoi il était nécessaire d'avoir une deuxième étape de ce Conseil mercredi, deuxième étape par rapport à cette réunion de la zone euro aujourd'hui. Ces travaux techniques avancent à un rythme intensif, et la France et l'Allemagne y auront très largement contribué et nous veillerons à ce que les décisions à prendre puissent être prises mercredi. Il faut le faire avec beaucoup d'attention et de précision concernant les détails et, en même temps, il faut manifester la plus grande détermination. L'euro est notre monnaie commune, c'est notre prospérité. L'euro

fait partie intégrante de l'Europe. Et voilà pourquoi nous avons pleinement conscience de notre responsabilité.

LE PRÉSIDENT -- Merci Angela. Vous comprenez bien que si la Chancelière MERKEL et moi-même, nous passons tant de temps en réunion ensemble, au téléphone, en contact avec l'ensemble de nos partenaires, c'est parce qu'il est capital, face à cette crise financière sans précédent à laquelle est confronté l'euro, que la France et l'Allemagne parlent d'une même voix et affirment la volonté d'une même politique. C'est absolument le fondement de tout, et la détermination de la chancelière et de moi-même est absolument totale pour apporter des réponses communes, ambitieuses, durables sur tous les sujets auxquels nous sommes confrontés. Je voudrais dire que les sujets sont d'une complexité technique considérable. Ils sont complexes, parce qu'ils demandent énormément d'argent. Ils sont complexes, parce qu'ils intègrent d'autres partenaires et notamment des partenaires privés avec lesquels nous devons trouver un accord sur la base du volontariat. Ils sont complexes, parce qu'il s'agit des 17 pays de la zone euro. Et ils sont complexes, parce qu'il faut que toutes les institutions, la Banque centrale qui est indépendante, la Commission, le FMI, la Présidence du Conseil et l'ensemble des Etats participants marquent une même volonté.

Il y a eu des heures et des heures de discussions. Les travaux avancent bien sur les banques, sur le Fonds et les possibilités d'utilisation de ce Fonds. Les hypothèses se resserrent et un assez large accord est en train de se dessiner. Sur la question de la Grèce, les choses progressent. Nous n'avons pas encore abouti, nous avons jusqu'à mercredi, mais il faut bien comprendre que c'est toutes les décisions qui seront prises dans le même temps. S'ajoute à cela qu'avec la chancelière, nous avons rencontré le président du Conseil italien. Nous rencontrerons également le Premier ministre grec, parce que c'est un ensemble de mesures qu'il faut prendre. Mais il faut que les pays concernés soient conscients, eux aussi, des responsabilités qui sont les leurs et des décisions nouvelles qu'ils devront prendre.

Voilà, Mesdames et Messieurs, quel fut notre emploi du temps jusqu'à maintenant, et encore de longues heures de discussions, mais nous sommes conscients des responsabilités particulières qui pèsent sur les épaules de l'Allemagne et de la France.

Notre volonté, c'est que mercredi soit trouvé un accord qui apaise la crise financière, ce qui nous permettra, ensemble, de préparer avec l'Allemagne, le G20 où d'autres décisions doivent être prises pour réguler la mondialisation et pour permettre au monde de retrouver le chemin de la croissance mondiale.

QUESTION -- Une question pour vous deux. Cela fait deux ans maintenant, que vous êtes aux commandes pour essayer de régler la crise de la zone euro. Depuis deux ans, on vous entend dire que vous allez trouver des réponses communes, ambitieuses, durables. Et à chaque fois, vous échouez. A chaque fois, la crise est de plus en plus grave. L'Irlande, le Portugal, l'Espagne, l'Italie. Donc comment est-ce qu'on peut, aujourd'hui, encore vous croire lorsque vous nous annoncez que vous allez trouver des solutions qui vont régler la crise ?

LE PRÉSIDENT -- Permettez-moi de vous dire mon désaccord complet avec votre analyse, et je fais la part de la provocation d'un spectateur face au devoir de responsabilité des acteurs. Il est sans doute plus facile de commenter que d'agir et vous ne seriez pas le premier dans cette situation. Mais je ne peux pas vous laisser dire que les choses ont échoué.

L'Irlande était un pays au bord de la faillite, lorsqu'il y a eu la crise de 2008. L'Irlande est aujourd'hui un pays qui est sorti ou qui est en voie de sortir de la crise. C'est un point qui est incontestable.

S'agissant du Portugal, grâce aux efforts du gouvernement portugais, les choses vont dans la bonne direction.

S'agissant de l'Espagne, grâce aux efforts du gouvernement de M. ZAPATERO et au sens de la responsabilité de l'opposition espagnole de M. Mariano RAJOY, l'Espagne n'est plus en première ligne.

Voilà, trois pays auxquels l'Europe a apporté des propositions de résolution crédibles. J'ajoute que s'agissant de la crise de 2008, qui a été provoquée par ce qui s'est passé avec Lehman

Brothers aux Etats-Unis, c'est l'Europe qui a proposé le G20. Et l'ensemble des opérations sur Bâle III, sur la suppression des paradis fiscaux, sur la régulation des marchés financiers, a permis de répondre à la crise de 2008. Nous sommes face à une nouvelle crise. Laquelle ? Et je vous remercie de considérer que nous devons être responsables aussi de l'endettement de tous les pays développés, accumulés depuis 30 ans.

Je n'ai pas le souvenir que la Chancelière MERKEL et moi, nous étions déjà aux responsabilités au moment où tous ces pays ont choisi d'être endettés et même au moment où il a été décidé de faire entrer en Europe et dans la zone euro des pays qui ne répondaient à aucun des critères qui étaient demandés à l'époque.

J'ajoute qu'il ne me semble pas que c'est Mme MERKEL ou moi-même qui avons demandé le relâchement du pacte à l'époque. Nous, nous avons à gérer les conséquences de ceux qui ont fait rentrer un certain nombre de pays qui n'étaient pas prêts dans la zone euro et qui ont relâché la discipline sur le pacte.

J'ajoute enfin un dernier point, que Mme MERKEL est responsable de l'Allemagne, que je suis responsable de la France et que nous nous retrouvons, aujourd'hui, à devoir prendre des décisions en faveur de pays pour lesquels nous n'avons pas été élus. Et chacun peut comprendre que cela pose aussi des problèmes démocratiques. Je veux dire par là et j'en terminerai, qu'il n'y a pas simplement que des problèmes techniques, des problèmes financiers, ce sont des pays où il y a beaucoup de souffrances, où il y a des manifestations et des problèmes sociaux. Notre mandat n'est pas de gérer ces pays et, pourtant, nous devons leur demander de faire des efforts. Donc je crois que plutôt que de tenir le propos que vous avez tenu, peut-être auriez-vous pu dire, au fond, si l'Allemagne et la France n'avaient pas décidé d'assumer leurs responsabilités, où en serait-on aujourd'hui ?

MME ANGELA MERKEL -- Il y a une chose qu'il faut voir, et le président de la République vient de le dire, nous luttons contre des situations qui datent de plusieurs décennies, et ce n'est pas une crise de notre monnaie, c'est une crise de l'endettement. Et voilà pourquoi mercredi ne sera pas la dernière étape. Lorsque nous parlons de l'avenir, nous disons que nous devons probablement renforcer le mécanisme de contrôle au sein de la zone euro. Là, il y a une position parfaitement identique entre l'Allemagne et la France et donc, il y aura une succession d'étapes à franchir mais dans la situation d'aujourd'hui, il y a certains points à décider mercredi, qui se complètent. Ne faire qu'une recapitalisation des banques ne sert à rien, il faut en même temps veiller à ce que les problèmes de la Grèce soient placés à long terme sur une base et une solution réaliste.

Pour parvenir à cela, il faut que la zone euro prépare la protection de tous les autres pays. Tous ces points sont liés. C'est à ces décisions que nous travaillons, elles sont impératives mais ce ne sont pas les dernières décisions que nous allons prendre pour surmonter la crise de la dette. Si l'on n'arrive pas à de la croissance, si l'on n'arrive pas à plus de discipline budgétaire, si l'on répétait les fautes du passé, on ne maîtriserait pas la crise. C'est donc un processus qui a trouvé sa naissance il y a de longues années.

On a une monnaie commune, mais sans avoir de discipline commune. Et aujourd'hui, nous apprenons douloureusement, mais nous voulons apprendre solidairement que nous devons travailler autrement à l'avenir. C'est cela l'axe commun sur lequel nous travaillons. Aucun experts ne peut nous dire, parce que c'est quelque chose de nouveau, c'est sans précédent, une telle situation dans une zone monétaire comme la zone euro n'a jamais existé quelle est la solution à 100% sûre. Et nous avons la responsabilité politique non seulement de faire quelque chose de courageux mais également d'en mesurer les conséquences le lendemain.

Voilà pourquoi nous ne pouvons avancer qu'étape par étape, parce qu'au fil de l'eau, nous apprenons ce que peut être la prochaine étape responsable.

QUESTION -- Madame la Chancelière, Monsieur le Président, à propos de la Grèce, les négociations avec les banques sur une contribution additionnelle du secteur privé ont commencé. Si cette négociation n'aboutit pas, est-ce que l'on peut imaginer une décote décrétée par les Etats ? Et est-ce que jeudi, il y aura un Conseil européen qui confirmerait les résultats du Conseil de la zone euro ?

ZONE EURO :

Mme ANGELA MERKEL -- Non, mercredi à 18 heures, il y aura un Conseil européen des 27 relativement bref, où nous parlerons de la recapitalisation des banques qui concerne les 27 et ensuite l'Eurogroupe se réunira plus longuement et les collègues qui n'appartiennent pas à la zone euro seront immédiatement informés, parce que nous voulons que l'Europe émette un signal fort même si les véritables décisions dont il est question, seront prises et doivent être prises par les Etats-membres de la zone euro.

Les négociations avec les banques viennent de débuter, voilà pourquoi il est totalement inutile de faire la moindre spéculation en la matière. Nous conduisons ces négociations pour arriver à un résultat solide qui montre que la situation de la Grèce est saine à long terme.

LE PRESIDENT -- Je partage bien sûr l'avis de la chancelière. Sur les banques, je dirais que chacun doit prendre ses responsabilités pour éviter la catastrophe les chefs d'Etat et de gouvernement et également les partenaires privés, dans des discussions qui se déroulent en ce moment même. Vous me permettrez de dire que, la chancelière et moi-même, nous avons rappelé à l'ensemble de nos partenaires européens, notre attachement à la mise en place d'une taxe sur les transactions financières. C'est un engagement que nous avons pris tous les deux, nous y tenons beaucoup. Il y a une proposition de la Commission, et l'ensemble du secteur financier doit être régulé et doit être appelé aussi à assumer ses responsabilités, car si le monde se trouve où il en est, c'est parce que, bien sûr, il y a eu trop de dettes, mais également, parce qu'il y a eu un système financier qui n'a obéi à aucune règle, et donc à ce monde-là, il faut définitivement tourner la page en opposant un certain nombre de régulations qui permettront d'éviter que les mêmes causes ne produisent les mêmes effets.

Naturellement, ces discussions auront leur prolongement dans le cadre du G20, car bien sûr, il y a le problème de l'Europe, puis le problème du monde aussi, et je ne saurais trop demander à l'ensemble de nos partenaires de nous aider, de ne pas trop critiquer parce que chaque zone dans le monde a ses propres problèmes, et doit donc se concentrer sur la résolution de ses problèmes sans penser à critiquer ceux des autres.

MME ANGELA MERKEL - Je voudrais absolument soutenir l'idée de l'introduction d'une taxe sur les transactions financières comme vient de le dire le président de la République.

LE PRESIDENT --C'est vraiment une obligation morale, politique et économique.

QUESTION -- Qu'avez-vous dit exactement à M. BERLUSCONI ? Est-ce qu'il vous a donné des engagements sur de nouvelles réformes en Italie ? Est-ce que vous êtes rassuré après l'avoir entendu, alors que l'Italie est de plus en plus dans la ligne de mire, notamment des agences de notation ?

LE PRESIDENT -- Nous étions ensemble dans ce rendez-vous. Et comment dit-on ? Nous faisons confiance au sens de la responsabilité de l'ensemble des autorités italiennes, politiques, financières et économiques.

Mme ANGELA MERKEL -- Nous avons dit clairement que l'Italie est un grand et important partenaire de la zone euro et tout doit être fait dans ce pays pour être à la hauteur de la responsabilité qui est la sienne. Et je crois que l'on peut y voir une discussion entre amis et j'espère que les mesures nécessaires seront prises, parce que la confiance ne naîtra pas simplement de la construction d'un pare-feu. La confiance a besoin d'une perspective claire.

L'Italie a une grande force économique. Mais elle a une dette publique très élevée qu'il faudra de façon crédible réduire dans les années à venir. L'attente à l'égard de l'Italie est celle-là.

LE PRESIDENT --De toute manière, il n'est pas question de faire appel à la solidarité des partenaires si ceux auxquels on vient en aide, ne font pas eux-mêmes les efforts nécessaires pour que la réponse soit globale et la solution à la portée des décisions que nous allons prendre.

QUESTION --Une question pour vous deux. Vous avez parlé l'un et l'autre de progrès dans les discussions sur le FESF. J'aurais voulu savoir si l'option qui consistait à utiliser la BCE pour renforcer le FESF n'était plus d'actualité ou était toujours en discussion. Quels sont les modèles qui sont encore discutés ?

MME ANGELA MERKEL -- Les ministres des Finances ont envisagé deux modèles hier. Les deux n'enveloppent pas la Banque centrale européenne, parce que les traités ne le permettent pas. Ces

deux modèles doivent être maintenant détaillés et je crois qu'il faut attendre les résultats de ces travaux et à la lumière de ces résultats, il faudra en discuter.

LE PRESIDENT -- La Banque centrale est indépendante, et la France tient autant à cette indépendance que l'Allemagne. C'est un point que nous avons évoqué en détail avec la chancelière. Donc ce n'est pas aux chefs d'Etat et de gouvernement de donner quelques instructions que cela soit. Pour le reste, je me remets à ce qu'a dit la chancelière. Tout au plus, je préciserai qu'aucune solution n'est viable si elle n'a pas le soutien de toutes les institutions européennes. C'est un travail d'équipe.

QUESTION -- Je voudrais vous demander si vous avez confiance, vous avez parlé de confiance dans les autorités italiennes, en M. BERLUSCONI et si les mesures que vous demandez, sont de caractère budgétaire ou pour la croissance.

MME ANGELA MERKEL - Croissance et réduction d'endettement, les deux doivent aller de pair. D'ailleurs, c'est la même chose en Allemagne ou dans les autres pays, cela implique aussi des réformes structurelles. Nous avons eu un entretien avec le chef du gouvernement de ce grand pays qu'est l'Italie, c'est notre interlocuteur et nous lui faisons confiance.

LE PRESIDENT -- Exact.

QUESTION -- Est-ce que vous pouvez nous en dire plus sur qui paiera la recapitalisation des banques ?

MME ANGELA MERKEL -- Hier, il y a une hiérarchie très claire qui a été établie. Tout d'abord les banques vont essayer elles-mêmes de se capitaliser ou recapitaliser si elles n'y parvenaient pas. Ce que l'on ne sait pas aujourd'hui, si elles n'y parvenaient pas, ce sont les Etats qui seront interpellés et si l'Etat ne pouvait pas, on pourrait dans le cadre d'une conditionnalité, utiliser le FESF qui sert à cela, qui permet des recapitalisations bancaires via les Etats. Mais cela, c'est la dernière étape. D'abord, il appartient aux banques de chercher les capitaux nécessaires sur le marché.

LE PRESIDENT -- Ce qui est important pour nous, c'est d'abord que les épargnants ne perdent pas d'argent, que les clients des banques aient confiance en elles et que l'économie ait les crédits nécessaires pour fonctionner et retrouver le chemin de la croissance. Au fond, dans le cadre du G20, nous avons prévu des objectifs que l'on appelle ceux de Bâle III qui étaient prévus pour 2019, si mon souvenir est exact. Nous allons donc anticiper ce que l'on appelle les règles prudentielles pour que dès 2012, ces règles puissent s'appliquer à nos banques. Il n'y a pas d'économie qui peut fonctionner sans crédit et il n'y a pas de crédit qui peut être mis à la disposition des particuliers comme des entreprises sans des banques saines, contrôlées et régulées.

Voilà ce que nous essayons de faire. Pour le reste, l'échelonnement prévu par la chancelière est exactement celui que nous avons accepté, le privé, les Etats, le Fonds. Je vous remercie.

QUESTION -- Un petit mot sur l'équipe de rugby.

LE PRESIDENT -- Sur l'équipe de rugby, il se trouve que dans l'ascenseur où j'étais avec Angela MERKEL, j'ai eu Marc LIEVREMONT, l'entraîneur -le coach comme on dit- , au téléphone, je lui ai dit combien l'ensemble des Français, bien sûr, était triste d'avoir perdu cette finale pour un point, mais que l'ensemble des Français était fier de l'équipe de France, de son audace, de sa combativité, du cur extraordinaire qu'ils ont mis. Et finalement, ils ont été tant critiqués, qu'ils aient fait un tel match en finale, on peut dire juste une chose, s'il y avait un beau match à faire, vaut mieux que cela soit celui de la finale que ceux d'avant. Vraiment, cela s'est joué à peu de chose, Angela peut d'ailleurs porter témoignage que je ne suis sorti de la salle de réunion que pour les dix dernières minutes. C'est vous dire la mobilisation et la concentration dont j'ai fait preuve juste à présent.

Merci à tous.

MME ANGELA MERKEL -- En tout cas, toutes nos félicitations, être vice-champions du monde, c'est formidable.